

## SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ PRINTANIÈRE DU RQDS 8-9 MAI 2012 SAINTE-ADÈLE, LAURENTIDES



### MARDI 8 MAI 2012

#### 13 h 15 : MOTS DE BIENVENUE

*Jude Brousseau, conseiller à la CRÉ de la Côte-Nord et président du RQDS et par Carole Lavallée, présidente du Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL)*

#### 13 h 30 : RECHERCHE-ACTION DU CONSEIL RÉGIONAL DE DS DES LAURENTIDES

**PRÉSENTATION PAR :** *Marie-Claude Hudon, Coopérative de travail Niska.*

**DESCRIPTION :** *La recherche visait à approfondir la compréhension des situations de pauvreté du territoire pour alimenter un forum régional portant sur les axes d'interventions à prioriser, ainsi que sur la manière la plus favorable d'ancrer les actions dans les communautés.*

La recherche visait à approfondir la compréhension de la réalité du développement social et particulièrement des situations de pauvreté au sein des territoires de MRC de la région des Laurentides. Le **CRDSL** souhaitait ainsi obtenir un portrait et un diagnostic, qui lui permettraient de connaître les enjeux propres au développement social de la région, d'alimenter un forum régional portant sur les priorités d'actions ainsi que sur les façons de dynamiser le développement social par l'intervention régionale.

Les objectifs principaux de la recherche-action étaient de proposer une vision stratégique commune du développement social, de proposer des actions à effet levier, d'appuyer les mobilisations locales et régionales, d'alimenter le plan d'action du **CRDSL** et d'élaborer ses stratégies de communication. Un objectif additionnel lié au Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale

(**PAGSIS**) s'est ajouté en cours de réalisation, soit celui d'identifier des priorités d'action en matière de lutte contre la pauvreté.

La recherche s'est déclinée en 5 étapes :

1. Dresser un portrait des MRC et de la région
2. Effectuer un diagnostic participatif du DS
3. Identifier des enjeux du DS au local et au régional
4. Élaborer une vision du DS de la région
5. Structurer l'intervention au régional

La collecte de données a été réalisée à partir de documents existants (statistiques, études, rapports, profils, etc.) et par une participation active du milieu (recension d'initiatives locales, entrevues, focus groupes, consultations, partage d'informations, événements, etc.). Le tout a alimenté en octobre 2011 un **forum régional** pour la solidarité et l'inclusion sociale, auquel ont participé 120 personnes et lors duquel un état des lieux a été présenté à l'aide d'une cartographie. Une réflexion collective a permis d'établir une vision commune d'avenir et de convenir de priorités d'action au regard de la pauvreté et de stratégies de soutien.

Les principaux constats du **Forum** concernent premièrement l'aspect transversal et intersectoriel de la pauvreté dont les facteurs apparaissent interreliés; on l'appelle la configuration dynamique de la pauvreté. Le deuxième constat renvoie à la vision d'avenir, qui demande du leadership, une participation citoyenne, de même qu'une concertation intersectorielle.

Les défis identifiés par les acteurs locaux et régionaux ont permis de dégager des **pistes d'action** et de proposer des **orientations** concernant les pratiques en matière de lutte à la pauvreté. En voici quelques-unes :

- travailler sur les causes de la pauvreté;
- consolider les partenariats;
- profiter de l'expertise communautaire et locale;
- inclure les décideurs;
- arrimer les ressources et renforcer le soutien aux pratiques et aux mobilisations.

Lors de la mise en œuvre de la **démarche de recherche-action**, les participants et l'équipe Niska ont rencontré des limites et connu des difficultés notamment au regard de l'adhésion des organisations et tables locales, du « choc des cultures » dans la consolidation des partenariats et des différences entre les priorités locales et régionales.

Finalement, parmi les conditions gagnantes, les acteurs ont proposé de mettre l'accent sur les pratiques et actions visant à consolider les acquis et à accroître et favoriser la participation des élus locaux et régionaux dans la mise en œuvre des projets au sein des territoires.

En ce qui a trait à l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale, les participants ont convenu de **trois axes** :

- la reconnaissance des instances locales;
- le travail avec la configuration dynamique de la pauvreté; et
- l'obligation de créer des ponts entre les élus et le communautaire.

La recherche-action a permis de positionner et de donner une légitimité au **CRDSL**. Les liens de l'organisme avec le local ont permis un atterrissage plus facile du **PAGSIS**. Les tables de concertation au local sont vraiment des lieux d'échanges, des leviers de changement et des lieux d'innovation

sociale. Un partenariat privilégié **CRÉ/CRDSL** jouera un rôle de premier ordre dans la mise en place des suites à donner à cette étude pour assurer le déploiement et l'application du **PAGSIS**.

La démarche se poursuivra par un **Lac-à-L'Épaule à l'automne 2012** et par l'élaboration d'un outil d'aide à la décision afin de faciliter l'intervention régionale en matière de développement social. L'outil contiendra des propositions, des stratégies de communication, des chantiers régionaux à mettre en place et des pistes d'action.

QUESTIONS OU ÉLÉMENTS D'INTERROGATION	RÉPONSES ET ÉLÉMENTS D'ÉCHANGE
Est-ce un outil de prise de décision?	L'ébauche de projet a eu le soutien d'un comité de pilotage qui s'est assuré du bon fonctionnement des démarches. Il sera important de faire la vérification auprès des autres régions afin d'alimenter la démarche.
Est-ce qu'il y a eu des recherches similaires?!	Oui, à Jamésie avec le Forum, Baie-James
Et dans le contexte des Alliances?	<p>C'est certain que le contexte aurait été différent sans les Alliances. La réception de ce plan-là a suscité beaucoup de craintes, donc beaucoup de discussions et d'échanges.</p> <p>Le PAGSIS a demandé beaucoup de clarification et est venu en quelque sorte ramasser tous les dossiers régionaux et locaux dans les Laurentides. Mais NISKA a adopté une attitude souple en se joignant à l'agenda. De plus, à travers cette démarche, la confirmation que le CRDSL est une ressource régionale et locale importante et un joueur incontournable auprès des élus a été démontrée clairement.</p> <p>« Les sous, c'est seulement un prétexte pour travailler ensemble » (dans le cas du PAGSIS-Alliance)</p>

QUESTIONS OU ÉLÉMENTS D'INTERROGATION	RÉPONSES ET ÉLÉMENTS D'ÉCHANGE
<p>Est-ce que la recherche-action a aidé (favorisé) la signature de l'entente des Alliances?</p>	<p>Oui, l'entente est signée dans les Laurentides.</p> <p>La recherche-action a permis d'identifier 3 grands axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- reconnaissance des instances locales (ex. tables de concertation locale de développement social) par la CRÉ des Laurentides</li> <li>- Arrimage de la problématique de pauvreté et du développement social dans un travail de configuration dynamique/positionnement de la façon de faire</li> <li>- Obligation de travailler entre les élus et le milieu communautaire (organismes communautaires)</li> </ul> <p>Dans les Laurentides, il y a une portion de 20 % du financement pour les projets régionaux; le reste est pour le local. Cette portion de 20 % au régional sert à soutenir financièrement des problématiques qui sont identifiées dans plusieurs territoires et donc, à permettre aux territoires de dépenser leur financement pour d'autres projets propres à leur territoire.</p>
<p>Et la représentation du changement? (Pour après la démarche de recherche-action?)</p>	<p>Il faudrait retourner dans les milieux pour le mesurer concrètement (le changement). Mais les membres du CRDSL entendent parler des initiatives locales et se rendent déjà compte des changements.</p> <p>(Est-ce qu'il y a eu une étape d'évaluation de la démarche?)</p> <p>La suite... à l'automne prochain avec un Lac à l'épaule (avec le soutien de NISKA) 2 idées intéressantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La place de la consolidation des services</li> <li>- Dossier sécurité alimentaire</li> </ul>
<p>Les programmes demandent aux gens de se mobiliser, mais il y a un manque de ressources, un manque de financement pour les organisations, donc on doit engager des ressources externes.</p>	<p>Quand le ministère a mis le plan d'action, on était là (CRDSL avec le groupe GPS). « On n'a pas voulu se donner aucune contrainte pour nos Alliances ».</p> <p>-----</p> <p>Intervention de Denis McKinnon (TNDCDC et GPS) Lorsque les démarches des Alliances sont arrivées et aussi le cadre de référence (qui est l'essence même), une phase de compréhension a duré de 7 à 8 mois dans certaines régions. Il y avait souvent des ponts énormes à franchir entre la CRÉ et les comités de développement social locaux. Donc, « la démarche vaut le résultat »</p>
<p><b>CONSTAT GÉNÉRAL DÉGAGÉ DES DISCUSSIONS :</b> Les comités de développement social ont favorisé un meilleur atterrissage du PAGSIS. Ils ont été un élément facilitant, en plus de la reconnaissance des instances existantes en matière de lutte contre la pauvreté et le développement social au niveau local et régional.</p>	

<b>QUESTIONS OU ÉLÉMENTS D'INTERROGATION</b>	<b>RÉPONSES ET ÉLÉMENTS D'ÉCHANGE</b>
<p>Conclusion par les membres du CRDSL</p> <p>Les démarches du CRDSL donnent beaucoup de légitimité aux comités.</p> <p>Le CRDSL a été nommé au comité aviseur (lutte contre la pauvreté), ce qui a permis et facilité grandement la voie d'accès pour au local (accès aux comités locaux).</p>	<p>Commentaire de Carmen Baciú (MESS) : « C'est super que vous accueilliez le PAGESIS de cette façon ».</p>

## 15 h : ATELIER 1 | PLATEFORME INTERNET JEBENEVOLE.CA, OUTAOUAIS

**PRÉSENTATION PAR :** *Geneviève Laramée, Centre d'action bénévole de Hull.*

**DESCRIPTION :** *Jebenevole.ca est le premier site de placement en ligne de bénévoles dans la région de l'Outaouais. Ce site permet de mettre en lien les personnes souhaitant faire du bénévolat avec les organismes de la région. Fort de son succès en Outaouais, la plateforme internet est présentement en phase d'implantation dans la région des Laurentides. La TRARA et le Coffret (St-Jérôme) s'apprêtent à instaurer le service à la MRC de Rivière-du-Nord, pour ensuite l'étendre à l'ensemble de la région des Laurentides.*

En **introduction** : beaucoup d'échange sur la définition même du bénévolat et des formes que prennent ces implications. Discussion autour des raisons de s'impliquer et du code canadien sur le bénévolat, édition 2012.

Au sujet du **site WEB**, un travail sur l'offre de bénévolat a été réalisé pour rendre attrayantes les offres et susciter l'intérêt. Les usagers de la plateforme WEB doivent obligatoirement être membre de Jebenevole.ca et donner une cotisation de 50 \$ dans le but d'autofinancer le projet. Les organisations demeurent très autonomes et remplissent elles-mêmes leur offre.

À ce jour, c'est près de **38 729 personnes** qui ont visité le site, dont **589 inscriptions**. C'est un pourcentage significatif de bénévoles inscrits et de temps investi selon le CAB.

Pour la **suite**, des cafés-rencontres entre bénévoles et organisations sont à prévoir ainsi que le dépôt de liens et documentations utiles sur le site WEB afin de rendre accessible l'information à tous les membres.

Il y a aussi un bulletin électronique Bén@ction et la création d'un agenda 2012 intégrant le rapport d'activité du forum bénévole et les témoignages.

Nouvelle **collaboration** : initiative d'une organisatrice communautaire du CLSC pour l'organisation de Jebenevole.ca pour la région des Laurentides.

Questions : comment ça coûte et qui sont les partenaires

- 30 000 \$ à 35 000 \$
- Partenaires : MFA, SACAIS, Forum Jeunesse...

Commentaire général :

- Cette plateforme pourrait être transférée à la grandeur du Québec
- D'un point de vue national, il y a vraiment une pertinence entre le projet de plateforme et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.
- Bravo!

## **15 h : ATELIER 2 | EXPÉRIMENTATION D'UN MÉCANISME D'ARRIMAGE DES FONDS, CAPITALE-NATIONALE**

**PRÉSENTATION PAR :** *Flavio Gavidia et Sophie Michaud.*

**DESCRIPTION :** *Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale. Une expérimentation est en cours dans la région pour créer un mécanisme d'arrimage des financements en lien avec les démarches de mobilisation locales. Cet atelier permettra de présenter la démarche d'expérimentation, telle qu'elle a été présentée aux partenaires et d'identifier les possibilités et les limites d'une telle démarche. L'expérimentation étant en cours, nous ne pourrions malheureusement pas aller plus loin dans l'analyse.*

En 2008, une enveloppe spéciale du MESS est attribuée dans une entente spécifique à un projet d'approche territoriale intégrée (ATI) pour cinq territoires défavorisés ciblés dans la région de la Capitale-Nationale : les quartiers St-Sauveur, Limoilou, Giffard-Montmorency et les MRC rurales de Portneuf et Charlevoix-Est. Deux comités soutiennent le projet, soit le comité de gestion de l'entente et le CATI, qui regroupe un partenariat élargi au soutien et à la réflexion.

Un groupe de travail animé par la CRÉ a interpellé à l'hiver 2012 une vingtaine de bailleurs de fonds (Emploi-Québec, ASSS, Centraide, Ville de Québec, Fonds Jeunesse, CRÉ, CAR, Fondation Chagnon, Services Canada, Fédération des caisses Desjardins, MIC, MELS, CDEC, Économie sociale), afin de leur présenter une proposition d'innovation en termes de processus de soutien dans la poursuite de l'expérience des ATI : l'expérimentation d'un mécanisme d'arrimage des financements plus en cohérence avec l'approche territoriale intégrée, avec l'objectif de faciliter la recherche de financement par le dépôt du plan d'action intégré d'une communauté à un ensemble de partenaires financiers.

Les balises données pour le dépôt des plans d'action intégrés étaient au nombre de trois :

1. Insister sur la valeur ajoutée du plan d'action
2. Démontrer en quoi les actions proposées améliorent la situation décrite
3. Déterminer les montants nécessaires à la réalisation des actions présentées

Dans une première étape de mise en œuvre de l'expérimentation, les plans d'action intégrés émanant des cinq territoires et suscitant l'adhésion des communautés ont ainsi été présentés dans une première rencontre aux bailleurs de fonds réunis (représentants au total dix-huit projets).

Ces derniers ont ensuite échangé sur les possibilités de financement ou d'autre soutien et sur le recrutement de nouveaux partenaires financiers. Par la suite, les partenaires devaient identifier les informations indispensables à ajouter aux plans d'action intégrés et vérifier la marge de manœuvre de son organisation pour le financement des projets.

Lors de la deuxième étape, les partenaires financiers ont convenu dans une grille des collaborations possibles, des suites à assurer en plus de donner à l'intention des communautés des suggestions et des demandes d'informations essentielles manquantes pour chacun des projets. Une fois les précisions demandées reçues, les partenaires ont confirmé à la CRÉ leur intention de financement.

L'expérimentation étant encore en cours, les étapes suivantes n'ont pas encore eu lieu. À la dernière étape, les partenaires auront reçu les informations manquantes identifiées, ils pourront conclure des ententes de financement des plans d'action intégrés à la mesure de leurs moyens en tentant de produire un montage financier collectif.



Il est également important de se soucier du retour aux communautés et des modalités à leur transmettre (ex. : accompagnement possible). Il s'agit du souhait qui est fait pour la conclusion de l'expérience.

Si l'évaluation de l'expérimentation est concluante, les partenaires pourraient suggérer de mettre en œuvre un mécanisme régional d'arrimage des financements.



## MERCREDI 9 MAI 2012

### 9 h : TOUR DE TABLE DES RÉGIONS

**PRÉSENTATION PAR :** *Les représentations des démarches régionales en développement social.*

**DESCRIPTION :** *Quelles sont les nouvelles en développement social dans les régions? Ce tour de table des démarches régionales de développement social sera l'occasion de faire le point sur ce qui bouge dans chacune des régions du Québec. On vous présentera aussi l'état de situation d'un projet interrégional sur le logement social communautaire.*

RÉGIONS	REPRÉSENTANT (S)	ÉLÉMENTS DE TOUR DE TABLE
<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>	Gaétanne Mauger (Alliance) Arthur Miousse (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il y a beaucoup de nouveautés, de mouvement.</li> <li>- La région est engagée dans l'<b>Alliance</b> pour la solidarité et l'inclusion sociale.</li> <li>- La région est en route vers la création d'un <b>réseau de partenaires</b> en développement social. Il y a un <b>comité-conseil</b> de 40 à 50 partenaires pour l'élaboration du réseau, mais on se demande : « comment le faire en coconstruction? » Il y a eu une assemblée de la fondation de la démarche.</li> <li>- Les efforts de la région ont réussi à percevoir une <b>taxe sur l'essence</b> pour financer le transport collectif, qui réalise une moyenne de 5 000 déplacements/semaine = un bel exemple d'outil en développement social.</li> </ul>
<b>Chaudière-Appalaches</b>	Jean-François Comeau (CRÉ – groupe de développement social)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La <b>Commission</b> a développé ses travaux.</li> <li>- Nouvelle <b>entente spécifique</b> avec le <b>logement social</b> (HLM, logements sociaux, COOP, OBNL) et le <b>travail de rue</b> en soutien communautaire. « On travaille pour les individus ».</li> <li>- Deux événements régionaux sont à venir : un sur l'immigration et un autre sur les besoins des familles (horaire et accessibilité des familles).</li> <li>- <b>Alliance</b> : grosse mobilisation pour le dépôt prévu le 14 juin prochain. La région adopte un modèle particulier, car la majorité des enveloppes s'en va au local et c'est le local qui décide, par la suite, pour le régional.</li> </ul>

RÉGIONS	REPRÉSENTANT (S)	ÉLÉMENTS DE TOUR DE TABLE
Centre-du-Québec	France Fradette (CRDS) Monica Jekovska (CRDS)	<p>Dans le volet <b>Soutien à l'action</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux sur le logement (phase 2). Il y a des groupes de discussions dans les MRC pour identifier des pistes d'action.</li> <li>- Création du répertoire des ressources en aide alimentaire. Nous étions en mode MOYEN, donc il y a une cartographie disponible à tous et un répertoire (partenariat avec QÉF-INSPQ), comprenant une application <i>Google Earth</i>.</li> </ul> <p>Dans le volet <b>Soutien à la connaissance</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Trousse (en lien avec les portraits sociosanitaires) qui est disponible sur clé USB et sur le site WEB du CRDS.</li> <li>- Élaboration d'un guide pratique en développement social. Travaux (SACAIS)</li> <li>- 10e anniversaire (automne 2011)- création de matériel promotionnel.</li> </ul>
Montérégie-Est	Pascale Vincelette (Alliance) Annie Morin (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Alliance</b> : « Nous sommes en sprint final pour le dépôt en juin ». Il y a eu près de 250 personnes qui ont été rencontrées sous forme de groupe de discussion dans le cadre de cette démarche. Avec une analyse sommaire, nous pouvons déjà identifier les grandes orientations. Nous avons aussi un souci d'arrimage à l'interne, de coopération à l'interne à la CRÉ.</li> <li>- Réalisation du <b>portrait régional en réussite éducative</b>, qui est aussi fortement en lien avec la lutte contre la pauvreté.</li> </ul>
Estrie	Maïa Poulin (Observatoire estrien en développement des communautés)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'<b>alliance</b> est portée par la CRÉ, mais on participe aux travaux et nous sommes reconnu par la CRÉ en tant que facilitateur dans ce dossier. Signature prévue à l'automne. Une innovation dans le processus de concertation : « on sort du processus normal et on accepte tous les projets déposés ». La démarche de l'Observatoire est de cibler et de faciliter les échanges dans les Alliances.</li> <li>- L'analyse des données du tableau de bord des communautés est en cours. « Nous sommes à l'heure des bilans ».</li> <li>- Il reste toute la <b>structuration du financement et des partenariats</b> à solidifier. Il faut légitimer les actions de l'OEDC.</li> <li>- Le <b>forum estrien à l'automne 2012</b> va permettre une action concertée et</li> </ul>

RÉGIONS	REPRÉSENTANT (S)	ÉLÉMENTS DE TOUR DE TABLE
		<p>intersectorielle. 2 grands sujets : Occupation des territoires et lutte contre la pauvreté.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'<b>Université rurale</b> se déroulera en Estrie en 2012.</li> </ul>
<b>Vallée-du-Haut-Saint-Laurent</b>	Clément Bergeron (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation de 5 <b>postes de développement social</b> (agent dans les MRC) à la demande des comités territoriaux.</li> <li>- Lors de l'arrivée de l'Alliance, nous avons déjà réalisé le tout : l'analyse des bilans, les partenariats, etc.</li> <li>- Un projet d'implantation de plan de DS municipal est en cours à Pincourt et fait une grande place à la participation citoyenne. Le projet est accompagné par un groupe provincial. Un guide d'implantation suivra.</li> </ul>
<b>Montréal</b>	Suzanne Pion (CRÉ) Amadou Lamine CISSÉ (Ville de Montréal)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La ville de Montréal s'occupe de l'<b>Alliance</b>.</li> <li>- En <b>développement social</b>, nous travaillons sur l'<b>éducation</b> (relève); l'<b>innovation</b> en milieu de vie avec des ententes dans les secteurs aînés et service de garde; et sur l'<b>immigration</b> (entente spécifique).</li> <li>- Le <b>forum de DS de Montréal</b> est en réflexion pour réévaluer son rôle. Il est en transition vers une formule où il deviendra une entité autonome et où il aura une plus-value dans un nouveau contexte de concertations multiples. Il prévoit être l'organisateur de biennales en DS qui rassemblerait des partenaires d'une façon plus large. Le financement reste un enjeu. La CRÉ l'accompagne dans la démarche.</li> </ul>
<b>Laval</b>	Monique Hascoat (CRÉ) Jean Boanerger Fouda Manga (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous priorisons une expérience de <b>développement et d'aménagement urbain intégrée</b>, surtout en territoire défavorisé.</li> <li>- Pour l'<b>Alliance</b>, nous avons en place une <b>structure partenariale</b> efficace (le local est pris en charge par la ville de Laval et le régional par la CRÉ). Nous avons une ébauche de plan d'action et une stratégie environnementale.</li> <li>- Une démarche de RUI est en cours sur deux territoires dévitalisés. Elle comporte la particularité de se réaliser de façon systémique, par le biais du développement durable, en répondant à des exigences à la</li> </ul>

RÉGIONS	REPRÉSENTANT (S)	ÉLÉMENTS DE TOUR DE TABLE
		<p>fois sociales, économiques et environnementales. Une ébauche des plans d'action sera présentée pour susciter la discussion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une autre démarche de RUI existe depuis quatre ans à Chomedey.</li> <li>- Un projet de « crapautage » est en expérimentation en milieu défavorisé, pour que les jeunes s'approprient l'exercice physique par le jeu.</li> </ul>
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>	Josie Mongrain (CRÉ) Marie-Christine Turgeon (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il y a de <b>nouveaux membres</b>. Nous sommes <b>2 représentants</b> en développement social à la CRÉ.</li> <li>- Les <b>Alliances</b> : « c'est le chemin, sans chemin ». Le plan d'action de l'Alliance pour la solidarité sera déposé en juin prochain.</li> <li>- Une stratégie d'intégration au travail des premiers peuples est en cours dans la région. Elle vise à faire des tentatives avec les sept communautés des premières nations pour combler la pénurie de la main-d'œuvre dans la région.</li> </ul>
<b>Laurentides</b>	Mathieu Vallières (CRDSL) Sylvie Taillefer (CRDSL) Carole Lavallée (CRDSL)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'<b>alliance</b> a propulsé le conseil de développement social. Nous sommes 6 représentants du CRDSL. Nous soutenons la table de développement local pour le plan d'action.</li> <li>- <b>Projets</b> : Bonne boîte, bonne bouffe (QÉF, enracinement); RÉGAL – projet de transformation alimentaire; logement social, le CRDSL offre un support aux communautés à développer leur propre concept; Jebénévole.ca.</li> </ul>
<b>Lanaudière</b>	Chantal Lalonde (TPDSL)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il y a un « <b>mouvement de foule</b> » à la TPDSL, qui compte maintenant 15 employés.</li> <li>- Le <b>projet « Bonne boîte, bonne bouffe »</b> connaît 14 points de chute (conférence de presse réalisée) et le but : créer une coopérative de solidarité pour gérer le projet. Il est à la recherche d'un camion et d'un entrepôt plus vastes.</li> <li>- <b>Alliance</b>. On s'est donné un mandat de descendre 3,3 millions au local pour les 6 MRC. C'est un mandat payant de la CRÉ à la TPDSL.</li> </ul>

RÉGIONS	REPRÉSENTANT (S)	ÉLÉMENTS DE TOUR DE TABLE
<b>Mauricie</b>	Laura-Kim Dumesnil (Consortium en développement social de la Mauricie)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Consortium est prêt pour 2012-2013 après une nouvelle <b>entente spécifique</b>. On est à <b>réaligner les actions</b>, notamment par les thématiques/secteurs (ex. sécurité alimentaire).</li> <li>- <b>Alliance et FQIS</b>. Nous sommes à l'arrimage des fonds. C'est vraiment une année stratégique et une belle occasion de questionnement au niveau du financement. Pour le FQIS, il y a eu une belle mobilisation des communautés au local. Chaque comité territorial a son fonctionnement d'élaboration de projet. Pour le moment, il y a 2 dépôts de projet, et donc 2 fonds de partis. On retrouve une belle énergie locale dans le FQIS et un bon positionnement de l'observatoire.</li> <li>- Des <b>initiatives locales</b> se régionalisent, notamment avec le dossier du court métrage sur l'action partenariale NAD en distribution alimentaire.</li> </ul>
<b>Baie-James</b>	Dominique Simard (Comité de développement social Baie-James)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Alliance pour la solidarité est pilotée par la CRÉ et signée.</li> <li>- Projets : Une <b>étude régionale</b> sur la <b>solidarité régionale</b> a été réalisée par NISKA et l'innovation repose sur la création d'un <i>Indice de mesure du sentiment d'appartenance</i>. Un grand travail de qualité et avec la création d'un calendrier 2012 relatant les grands constats de la région.</li> <li>- Création du <b>cahier des fiertés</b> qui émerge d'un gala régional de reconnaissance et de valorisation de l'implication citoyenne (14 catégories).</li> <li>- Dans la foulée du Plan Nord, la région veut se doter d'une image de marque pour vendre <i>la ruée vers le Nord</i>. Un portail régional sera développé pour y montrer l'attraction des emplois offerts, les communautés, les citoyens et attirer de l'immigration. Le défi est de sensibiliser les gens du nord vers la ruée.</li> <li>- Nouveaux enjeux = <b>nouvelle entente</b> en 2014.</li> </ul>
<b>Capitale-Nationale</b>	Flavio Gavidia (Alliance) Sophie Michaud (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En 2012, plusieurs actions se réalisent, notamment le <b>plan d'action triennale</b> qui vient à terme, la négociation de l'Alliance et le <b>plan quinquennal</b> de la CRÉ (orientation de la CRÉ approuvé par le C.A. pour 5 ans pour lutter contre la pauvreté et</li> </ul>

RÉGIONS	REPRÉSENTANT (S)	ÉLÉMENTS DE TOUR DE TABLE
		<p>l'exclusion sociale).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On mise sur l'énergie dégagée pour la lutte contre la pauvreté et nous voulons prendre un <b>temps d'arrêt</b> pour questionner les partenaires. « C'est quoi la vision du développement social dans la région? » C'est la première fois depuis 1998 que l'on prend le temps pour se questionner, se positionner. « Qu'est-ce que l'on vit? Où on s'en va? » Nous sommes mûrs pour cette réflexion.</li> <li>- <b>Alliance</b> : la particularité = ça va bien. Dans la région de la Capitale-Nationale, la pauvreté est cachée, elle est difficile à identifier.</li> </ul>
<b>Côte-Nord</b>	Jude Brousseau (CRÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il y a eu la <b>signature de l'entente</b> récemment (plan d'action) pour fixer des ententes avec les MRC pour mobiliser les territoires. Des ententes avec les MRC se mettent en place avec en toile de fond des mobilisations existantes. Elles vont permettre de créer la table des partenaires du PARSIS dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité</li> <li>- Nous sommes dans une <b>démarche de formation, de communication</b> pour arriver à une démarche d'exclusion sociale.</li> </ul>

## 10 h 15 : NOUVELLES DU RQDS

**PRÉSENTATION PAR :** *Par Jude Brousseau et Christiane Lussier, président et coordonnatrice du RQDS.*

**DESCRIPTION :** *Présentation du projet de tournée des régions.*

### **1- Tournée des régions**

Un collectif de partenaires porte depuis 2008 une démarche visant à faire le bilan du DS depuis le Forum du DS de 1998 et à réfléchir sur ses perspectives. L'animation et la coordination de la démarche ont été confiées au RQDS. La démarche est prévue en deux étapes : le bilan du DS (présenté aux membres et partenaires du RQDS en novembre 2011), puis le transfert des connaissances aux régions afin de réfléchir aux perspectives, concrétisé par une tournée des régions.

Le financement pour cette tournée n'a pas été attaché au FQIS. Comme le collectif est le porteur du dossier, le RQDS convoquera les membres du collectif pour qu'ils prennent acte du refus au FQIS et se positionnent.

La tournée des régions présentée en novembre dernier a été bonifiée pour que les représentants des démarches régionales se l'approprient et en fassent une activité de leur région. Le nouvel

angle d'approche de la tournée est en lien avec la stratégie et la loi sur l'occupation et la vitalité des territoires.

## **2- Logement social communautaire**

Un groupe de travail s'est formé en mars au sein de membres du RQDS avec l'objectif d'approfondir la problématique du logement social communautaire. Une première réunion a permis de faire un tour de table des projets des régions et d'identifier 4 problématiques communes :

- insuffisance des fonds au programme Accès-logis;
- insuffisance des unités allouées annuellement par la SHQ;
- contribution réelle exigée du milieu trop élevée; et
- obstacles liés à certains types de clientèle.

Durant la deuxième réunion, les démarches tentées par les régions pour faciliter la réalisation des projets ont été explorées. Les membres du groupe de travail se sont aussi entendus sur des actions concertées, comme l'information (documenter les dynamiques et les fonds), la promotion (outils, diffusion de projets viables, projet de recherche répertoriant et analysant les bons coups) et l'échange de pratiques de concertation.

Le rôle du Groupe des partenaires pour la solidarité (GPS) pourrait être exploré. Son mandat inclut la réflexion sur des problématiques globales. Denis McKinnon de la Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNDC) aurait besoin à cet effet d'être alimenté l'automne prochain à partir d'exemples concrets.

Il est suggéré aussi de voir à consolider les coopératives mises en place dans les années antérieures dont la fin des conventions d'exploitation de 25 ans arrive à terme, leur ajoutant de la pression.

## **10 h 30 : STRATÉGIE ET LOI 34 POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES**

**PRÉSENTATION PAR :** *Suzanne Hénault, conseillère à la Direction du développement régional et rural et de l'économie sociale du MAMROT.*

**DESCRIPTION :** *Présentation globale de la stratégie et la loi 34.*

L'occupation et la vitalité des territoires se définissent par la « ... mise en valeur des potentiels de chaque territoire, dans une perspective de développement durable, résultant du dynamisme des citoyens, des élus et des acteurs socio-économiques sectoriels. » La Stratégie et la Loi ont été mises en place pour répondre à des demandes des élus, en interpellant la qualité du dynamisme territorial. Elles ont été élaborées à la suite de consultations auprès de ministères et d'organismes gouvernementaux, puis d'une mise à contribution de groupes de travail et de relecture au MAMROT et en dernier lieu par des consultations du Ministre auprès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération des municipalités du Québec (FQM), des Conférences régionales des élus (CRÉ), de Solidarité rurale du Québec (SRQ) et des villes de Montréal et Québec.



La Stratégie en présente les principes, les orientations et les objectifs et est complétée par un document d'accompagnement, qui précise les actions 2011-2013 des ministères et organismes gouvernementaux. Les orientations sont au nombre de quatre :

**1. Agir pour mieux habiter nos territoires**

Sentiment d'appartenance, services de proximité, densification des noyaux urbains et ruraux, mobilité durable, accueil des nouvelles populations, mixité sociale et intergénérationnelle, technologie numérique, virage écoresponsable, etc.

**2. Agir pour vivre de nos territoires**

Compétitivité des entreprises, entrepreneuriat collectif et privé, modernisation de la structure industrielle prometteuse, qualification de la main-d'œuvre, relance des territoires à revitaliser, etc.

**3. Agir en synergie**

Actions des milieux et du gouvernement conjointes : Modernisation des mécanismes d'aménagement et d'urbanisme, amélioration des leviers financiers des municipalités et des MRC, régionalisation des opérations par et de la prise de décisions par le renforcement du rôle des CAR, meilleur arrimage des actions des milieux et gouvernementale, etc.

**4. Relever les défis propres à la région métropolitaine de Montréal**

Action gouvernementale concertée à l'échelle métropolitaine, aménagement durable, instances territoriales mieux articulées

La Loi-cadre assure la pérennité de la Stratégie, qui sera suivie, évaluée et renouvelée. La Loi modifie le cadre de gestion des ministères et organismes gouvernementaux, convie les élus municipaux à agir en faveur de ses principes, et renforce le rôle des ministres responsables des régions. Une reddition de comptes sera exigée pour chaque ministère ou organisme gouvernemental qui devront en plus livrer les résultats obtenus par rapport à des indicateurs qui seront adoptés à la fin de 2012.

Durant les échanges avec les participants, il ressort que :

- Si la Stratégie et la Loi ne comportent pas de mesures spectaculaires, elles introduisent un changement de culture, en favorisant les échanges entre les ministères et les organismes gouvernementaux, en accentuant l'adaptation aux réalités régionales spécifiques et en misant sur la préoccupation territoriale.
- Les principaux enjeux qu'elles suscitent touchent à l'engagement des élus et des citoyens, à la mise en place d'actions structurantes et à l'approche durable.
- La loi reste silencieuse sur les mécanismes de concertation entre les citoyens et les élus.
- Il existe un risque d'un manque d'arrimage et de cohérence entre les planifications à cause du caractère non coercitif de la Loi.
- La reddition de comptes en termes de développement durable sera assurée par le bilan annuel du Ministre.

## 11 h 30 : COMMUNAGIR

**PRÉSENTATION PAR :** *Geneviève Giasson et Marie-Denise Prud'Homme, coordonnatrice générale et conseillère en soutien aux communautés de Communagir.*

**DESCRIPTION :** *Présentation de l'organisation de Communagir.*

Communagir est une jeune organisation dédiée à l'avancement et à la réussite des pratiques locales et régionales de développement collectif au Québec. Elle offre des espaces de collaboration, une approche souple axée sur la coconstruction et des références en termes d'informations, de contenus pratiques, de connaissances et d'expériences novatrices. Près de 200 personnes de tous les réseaux et de toutes les régions sont membres de Communagir. L'organisation provient du projet Vers l'IMPACT, transformé en 2010 en projet IMPACT. Le tout est devenu un OBNL en 2011.

Deux volets sont couverts par Communagir, soit le renforcement de la capacité d'agir des acteurs et des communautés et le soutien au développement de conditions favorables à la mobilisation et au développement des communautés. De plus, cinq stratégies concourent à offrir une diversité d'activités : développer les compétences, appuyer le développement des ressources, partager l'information, soutenir le travail collectif et contribuer à l'essor des pratiques.

Communagir développe également 3 nouveaux espaces de travail concertés avec les **chantiers partenariaux**. Chacun des chantiers portera une thématique, soit développement des compétences, évolution des pratiques et conditions favorables au développement des communautés.

Il y a plusieurs travaux en cours, dont la création d'un nouveau site Internet contenant notamment une section magazine pour diffuser l'information sur ce qui bouge au Québec autour du développement des communautés et la création de **forums WEB** permettant aux membres d'être informés et de participer aux travaux des chantiers.

Une des thématiques prioritaires concerne l'**évaluation**, et ce, à deux niveaux : l'évaluation d'impacts et l'évaluation dans une perspective de soutien aux processus de développement des communautés.

## 13 h 30 : FORMATION, ÉVALUER POUR ÉVOLUER

**PRÉSENTATION PAR :** *Dominique Barbès, consultante en coaching, évaluation.*

**DESCRIPTION :** *Formation dynamique sur l'évaluation.*

### **Introduction**

L'évaluation et la communication sont des conditions de succès de l'innovation sociale. Qu'est-ce que les acteurs font avec l'évaluation? Comment ça peut apporter le changement? Pourquoi il y a une sous-utilisation de l'évaluation? L'Hypothèse peut être la peur du changement.

C'est important de déterminer les changements, les résultats à atteindre (souvent absents), avoir de bons indicateurs et une préparation adéquate.

Il peut y avoir différentes raisons de ne pas faire de l'évaluation : des cultures différentes, de la résistance aux changements, du jugement, du contrôle, des traumatismes du passé, de la difficulté à identifier les effets à atteindre et les définitions des indicateurs à utiliser, etc...

### **Souhaits pour l'évaluation**

- Implication des partenaires/des participants
- Engager des spécialistes en évaluation (mais important de bien définir leur rôle et connexe au terrain). Ce sera utile, car ce sont des agents extérieurs dans votre démarche.
- Avoir un langage, une vision commune et standardisée.

«L'évaluation, c'est l'accompagnement au changement».

### **Experts (spécialistes)**

Les experts amènent des façons de faire, de l'expertise importante, mais ça dépend qui donne le mandat de l'évaluation; dépend des réseaux et du financement. Il faut aussi établir une relation de confiance et garantir l'éthique, l'objectivité dans les projets.

### **Cadre de l'évaluation**

À quel moment fait-on de l'évaluation? C'est important d'effectuer le diagnostic et de se doter d'une culture évaluative.

Il faut cadrer l'évaluation (objet, impacts, objectifs, à quoi ça va servir, à qui et pourquoi !?). L'éthique est primordiale à respecter, donc il peut être astucieux de créer un comité de pilotage de l'évaluation, un comité d'évaluation. Comme on mesure ce que l'on connaît, le choix des acteurs doit refléter la réalité multiacteurs et multifacteurs.

(Voir cadre logique dans la présentation, p.8 + neuf questions de base)

### **COMMENTAIRES ET QUESTIONNEMENTS**

Qui s'occupe de faire vivre les résultats?; Qui s'assure du changement?; Qui est responsable de l'évolution?; Comment ça s'insère dans une stratégie régionale?! (Proposition d'ajout d'une question à l'acétate p.11- 9 *QUESTIONS pour construire et valider une démarche d'évaluation*)

### **16 h 10 : CONCLUSION**

*Jude Brousseau, CRÉ de la Côte-Nord et président du RQDS.*

#### **Commentaires des régions et partenaires :**

- « C'est ressourçant de se rassembler ensemble ».
- Les discussions informelles, intéressantes et riches sont toujours les bienvenues.
- C'est une belle structure le RQDS « le bébé a grandi vite! ».
- « Le RQDS, c'est des résultats, c'est collectif ». Merci!
- C'est rassurant de voir que l'on est porteur d'une aussi belle démarche. En plus, on a de la relève, donc c'est super!

Et pour la suite des choses... Le projet de tournée retourne dans les mains du collectif pour faire acte; Prochaine activité à l'automne (date à prévoir); Continuer à parler du RQDS...

MERCI ÉNORMÉMENT DE VOTRE PARTICIPATION!!